

Sri Lanka : virginité et relations sexuelles pré-nuptiales

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, le 16 juillet 2018

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP dons: 10-10000-5

Versions

Français, allemand

COPYRIGHT

© 2018 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la situation pour les femmes tamoules qui ont eu des relations sexuelles pré-nuptiales au Sri Lanka (en particulier à Jaffna) ?
2. Quel est le statut social des victimes de violence sexuelle dans la société tamoule ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 La virginité au Sri Lanka et dans la société tamoule

La virginité des femmes célibataires revêt une grande importance dans la société tamoule du Sri Lanka. Selon les indications de l'*Association des étudiants tamouls de France* (février 2017), il est très important pour les femmes tamoules de préserver leur virginité pour leur futur époux. Une *personne de contact experte de la société tamoule au Sri Lanka* a aussi déclaré dans un renseignement téléphonique communiqué à l'OSAR le 5 juillet que la virginité est une valeur essentielle dans la société tamoule. D'après *Yasmin Tambiah*, l'honorabilité d'une femme (« *female respectability* ») dans la société sri lankaise est définie par la virginité pré-nuptiale, la pudeur sexuelle, le mariage et la maternité, indépendamment de l'ethnie et de la classe sociale (*Tambiah*, 2004).

Les relations sexuelles extraconjugales et les enfants nés hors mariage passent pour une infamie. Selon un rapport de *Malin Jordal et al.*, les relations sexuelles extraconjugales sont considérées comme socialement inacceptables au Sri Lanka et il est honteux pour une femme d'avoir un enfant hors mariage. Cela entraîne de sérieux problèmes, tels que des avortements illégaux, des infanticides et des suicides (*Jordal et al.*, 2013).

Il est difficile de trouver un mari pour une femme célibataire qui a perdu sa virginité. Une *personne de contact experte de la société tamoule au Sri Lanka* a indiqué à l'OSAR que les hommes tamouls veulent en général épouser une vierge (renseignement transmis à l'OSAR par téléphone le 5 juillet 2018). Si le bruit se répand qu'une femme a eu des relations sexuelles pré-nuptiales, l'intéressée aura de la peine à trouver un mari. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) écrit également qu'il est difficile pour des jeunes femmes qui ont perdu leur virginité de trouver un mari, même si elles n'étaient pas consentantes (SEM, mai 2014). Selon *Tambiah* (2004), une femme qui a eu des relations sexuelles extraconjugales perd la possibilité de se marier. Dans un renseignement communiqué par courriel le 7 juillet 2018, une *personne de contact experte des droits humains au Sri Lanka et travaillant au Nord du*

Sri Lanka a indiqué à l'OSAR qu'une femme tamoule ayant subi un viol ou des abus sexuels doit s'attendre à de « sérieux problèmes » notamment par rapport au mariage en cas de retour au Sri Lanka.

3 Stigmatisation des victimes de violence sexuelle

Violence sexuelle très répandue, en particulier au Nord et à l'Est. D'après l'*International Crisis Group* (ICG, juillet 2017), l'insécurité physique des femmes a augmenté de façon significative dans les régions touchées par le conflit. Il semble que la violence domestique, ainsi que la violence et l'exploitation sexuelles, posent problème dans l'ensemble du pays, mais que ces formes de violence sont plus répandues au Nord et à l'Est, à cause du conflit armé et de l'incessante militarisation. L'ICG parle d'une « culture de l'exploitation sexuelle, du harcèlement, de l'intimidation et de la peur ». Sur la base des déclarations de plusieurs femmes, il part du principe qu'il s'agit d'une « routine de l'exploitation » pratiquée par des hommes occupant des postes de différents niveaux : des fonctionnaires, des collaborateurs d'ONG, des ouvriers et du personnel militaire. Des femmes ont en outre signalé à l'ICG une augmentation de la demande en matière de sexe tarifé, en particulier chez les hommes qui flairent des opportunités commerciales dans la province Nord et Est pour la période d'après-guerre. Poussées par l'insécurité physique ou économique, des femmes à la tête d'un ménage proposent en outre des services sexuels en échange d'avantages économiques ou d'une protection. Dans chacun des sept districts où l'ICG a mené ses recherches, on a signalé des affaires de violence sexuelle allant jusqu'au viol (ICG, juillet 2017).

La sexualité et la violence sexuelle sont des sujets tabous. D'après la *personne de contact experte de la société tamoule au Sri Lanka*, la sexualité, ainsi que la violence sexuelle, sont des thèmes dont on ne parle pas dans la société tamoule (renseignement transmis par téléphone le 5 juillet 2018 à l'OSAR). L'ICG (juillet 2017) confirme que la thématique de la violence sexuelle n'est jamais clairement abordée (« *clear language* »), pas même par les défenseurs et défenseuses des droits de la femme. Il est d'autant plus difficile d'identifier les responsables.

Les victimes de violence sexuelle sont stigmatisées dans la société tamoule au Sri Lanka. L'*International Crisis Group* (ICG) signale dans un rapport de juillet 2017 que les femmes tamoules victimes d'abus sexuel sont stigmatisées et craignent des représailles. Dans un rapport antérieur daté de décembre 2011, l'ICG précise que le viol est mis en lien avec l'honneur de la femme. Les victimes de violence sexuelle seraient perçues comme une honte pour leurs familles et pour la communauté locale. Elles entraîneraient en outre une charge économique et une insécurité (ICG, décembre 2011). Selon les dires de la *personne de contact experte de la société tamoule au Sri Lanka*, une femme est stigmatisée par la société quand il est de notoriété publique qu'elle a été violée (renseignement transmis à l'OSAR par téléphone le 5 juillet 2018). Par honte, elle aurait peur de descendre dans la rue et resterait par la suite à la maison.

Dans certains cas, il arrive que des femmes soient elles-mêmes rendues responsables d'un viol qu'elles ont subi. L'*Asian Human Rights Commission* indique que des jeunes

femmes de castes inférieures membres de minorités ethniques sont souvent rendues responsables des violences subies, au lieu d'être considérées comme des victimes (2010). L'ICG (décembre 2011) renvoie à un rapport de 2003 où l'ancienne directrice de la division politique pour femmes des LTTE constate la même distorsion dans la société tamoule.

Les structures patriarcales et la stigmatisation des victimes favorisent l'impunité et empêchent les plaintes pour violence sexuelle et viols. D'après l'*UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women* (CEDAW, mars 2017), les structures patriarcales et les stéréotypes discriminatoires qui prédominent au Sri Lanka avalisent une culture d'impunité de la violence envers les femmes. Le CEDAW (mars 2017) et l'ICG (juillet 2017) indiquent qu'il y a de nombreux cas de violence non recensés, car les femmes concernées ne dénoncent pas certaines attaques. Un article paru le 20 août 2017 dans le journal sri-lankais *Sunday Observer* mentionne que les victimes de viols conjugaux gardent le silence par crainte de perdre leurs enfants et de subir une stigmatisation sociale, un rejet de la part de la commune et de la famille, ainsi qu'une attitude négative et des tracasseries de la part des forces de police. L'ambiance qui règne au sein de la société inciterait les femmes concernées à ne pas signaler les abus (*Sunday Observer*, le 20 août 2017).

Les femmes qui ont été membres des LTTE sont stigmatisées, parce qu'on croit qu'elles ont été violées. La *personne de contact experte de la société tamoule au Sri Lanka* indique qu'une femme qui a fait partie des LTTE a « peu de chances » d'être acceptée dans la société, parce qu'on croit qu'elle a été violée et abusée (renseignement communiqué à l'OSAR par téléphone le 5 juillet 2018).

4 Sources

Asian Human Rights Commission, 2010:

*«As with the victims of all forms of violence and abuse, the persons most exposed to be victims of rape are the ones already victimized by being regarded as societies lowest; in Sri Lanka this group is especially **young women from a low caste and ethnic minority**. While they are already afflicted by a low social status they are further vulnerable to the social ostracism relating to victims of sexual abuses. **They are many times not considered victims but instead blamed for the incident.**»* Source: Asian Human Rights Commission, The state of human rights in Sri Lanka in 2010, 2010, S. 46: www.humanrights.asia/resources/hrreport/2010/AHRC-SPR-010-2010.pdf.

Association des étudiants tamouls de France, 22 février 2017:

*«Despite the advancement in education, Eelam Tamil society remains conservative in its social outlook and bound by ancient gender roles. **Protecting the naked body (not exposing to anyone) and virginity for her husband is seen as the most primary duty of a female.**»* Source: Association des étudiants tamouls de France, publié par UN Human Rights Council (UNHRC), Written statement submitted by the Association des étudiants tamouls de France, a non-governmental organization in special consultative status; Systematic Sexual Abuse against Eelam Tamil Women by the Sri Lankan State, 22 février 2017, p. 2: www.ecoi.net/en/file/local/1405343/1930_1501747645_g1704017.pdf.

CEDAW, 9 mars 2017:

«Stereotypes and gender-based violence against women

22. *The Committee welcomes the strategies to eliminate stereotypes in the media, as included in the National Human Rights Action Plan (2017-2021) and the National Plan of Action for addressing Sexual and Gender Based Violence (2016-2020); High-level recommendations to criminalize marital rape in all circumstances where consent of a spouse is absent, regardless of the degree of violence it entails; and the proposed amendments to strengthen the Prevention of Domestic Violence Act, including by removing discriminatory provisions from the Evidence Ordinance on the credibility of women's testimony. **However, the Committee remains concerned at the persistence of patriarchal attitudes and discriminatory stereotypes that condone a culture of impunity for acts of sexual and gender based violence.** (...).*

Conflict related sexual and gender-based violence against women (...) The Committee notes with concern: (a) *The continuing climate of insecurity, particularly for women in conflict affected zones; (...)* (c) ***That the State party has been unable to provide the Committee with requested data on the number of investigations, prosecutions, convictions and the sentences imposed for acts of sexual and gender-based violence against women perpetrated by the armed forces and the police.***» Source: CEDAW - UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women: Concluding observations on the eighth periodic report of Sri Lanka, 9 mars 2017, p. 6-7: www.ecoi.net/file_upload/1930_1497430265_cedaw-c-lka-co-8-26056-e-1.doc.

International Crisis Group (ICG), 28 juillet 2017:

«Women's physical insecurity in conflict-affected areas has grown significantly. While domestic abuse and sexual violence or exploitation are problems across Sri Lanka, its higher prevalence in the north and east is a consequence of armed conflict and continued militarisation, exacerbated by the culture of sexual exploitation and harassment, intimidation and fear that now exists there.

Many women interviewed described routine exploitation by men in a range of positions: state officials, non-governmental organisation (NGO) staff, workers and military personnel. In return for providing help to find their loved ones or improve their economic status, men often demand sexual favours. Women also report an increase in demand for sex work from men drawn to the provinces by post-war business opportunities. In other cases, facing physical and economic insecurity, some women heading households enter into short-term or informal sexual relationships in return for economic benefits or protection. Women interviewed spoke of military personnel frequently trying to befriend women, visiting their homes and approaching them on the streets, which left them feeling vulnerable.

Gender based and sexual violence is reportedly very high in both provinces, though there is little detailed documentation. Community-based activists in all seven districts where this research was conducted said they had received complaints of sexual violence, including rape. The victims were reluctant to pursue legal cases, however, fearing reprisals and stigma. Activists believe the cases reported to them are only the tip of the iceberg. Women's groups are also working on incidents of domestic sexual abuse and violence, among them a significant number of incest cases. Justice for sexual and gender crimes

is rare: few cases are prosecuted, especially if the alleged perpetrator is in the security services, and even fewer end with convictions. Court procedures are long and not gender sensitive; delays, the adversarial approach of lawyers and social stigma all combine to re-traumatise many victims and discourage others from seeking justice. (...)

*Dealing effectively with gender-based and sexual violence through either mechanism will require significant preparatory work to engage victims and activists. Women interviewed were clear that confidentiality was paramount and that they would be most comfortable dealing with Tamil-speaking women who would not be adversarial. There are significant social challenges, however. Victims will have to overcome the **stigma attached to survivors of sexual abuse and their fears of reprisal. Clear language is not often used while discussing sexual violence, even by women's rights activists, which makes it difficult to determine responsibility.***» Source: International Crisis Group (ICG), Sri Lanka's Conflict-Affected Women: Dealing with the Legacy of War Crisis Group Asia Report N°289, 28 juillet 2017, p. 10, 11, 21: <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/289-sri-lankas-conflict-affected-women-dealing-with-the-legacy-of-war.pdf>.

International Crisis Group (ICG), 20 décembre 2011:

*«Partly as a result of these norms, the question of Tamil women's insecurity often went to the heart of the civil war. Threats to them reinforced perceptions and experiences of ethnic discrimination; they also motivated – and were used to justify – violent responses and demands for commitment to the LTTE's separatist cause and brutal tactics. Yet the same norms also **stigmatised women who were targets of violence, especially sexual violence** and, to varying degrees, forced recruitment. **Such women were often perceived as bringing shame, economic burden and further insecurity to their families and local communities.** Most of these cultural prejudices survived the war and the defeat of the LTTE. (...)*

*[Fussnote 17] **Stigma around sexual violence is of course common across Sri Lanka's ethnic groups and in many other cultures. Rape is directly tied to notions of women's honour.** "Loss of virginity in a young girl, even if against her will, meant that she could not aspire to marriage in our society and, if already married, there is a good chance that she will be abandoned". "The Psychological Aspects of the Indian Military Action" in *The Broken Palmyra*, op. cit. The view of rape victims as "spoilt goods" remains one of the most significant causes of under-reporting. (...)*

Within the category of state-sponsored violence, sexual violence played a significant role both for women who had been directly victimised and for those who saw being an armed member of the LTTE as a means of protection. While for the most part these motivations were rooted in the experience and fear of sexual violence by the IPKF and government forces – experience and fear that the Tigers exploited in their recruitment propaganda – they also reflected an additional layer of insecurity within the Tamil community when it comes to sexual violence. A researcher noted:

*Similarly, Thamilini [then head of the LTTE's women's political wing, who has been detained without charge since May 2009] answered that the fear of sexual violence was part of her motivation. She felt that there was nobody who could protect her, so she had to be able to safeguard herself. **She also reported that in normal Tamil society women are usually blamed for their own rape.** She claimed that the LTTE does not do this and instead views sexual violence as an "accident", meaning that it was not the victim's fault.» Source: International Crisis Group (ICG), Women's Insecurity in the North and East, 20 décembre 2011, p. 3,*

4, 6: www.ecoi.net/en/file/local/1055886/2016_1324563161_217-sri-lanka-womens-insecurity-in-the-north-and-east-ko.pdf.

Jordal, Malin et al., 2013:

«*In Sri Lanka, motherhood within marriage is highly valued. **Sex out of wedlock is socially unacceptable and can create serious public health problems such as illegal abortions, suicide and infanticide, and single motherhood as a result of premarital sex is considered shameful.** The way unmarried women facing single motherhood reflect on and make use of their agency in their social environments characterised by limited social and financial support has consequences for the health and well-being of both themselves and their children.*»

Source: Jordal, Malin, Kumudu Wijewardena, und Pia Olsson, Unmarried Women's Ways of Facing Single Motherhood in Sri Lanka – a Qualitative Interview Study, dans: BMC Women's Health (13), 2013: www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3626789/.

SEM, 1 mai 2014:

«*Les préjugés liés aux violences sexuelles et la stigmatisation des victimes sont présents au sein de toutes les ethnies. **Le viol est lié à l'honneur de la femme. Lorsque les jeunes filles perdent leur virginité, même contre leur volonté, elles peuvent difficilement trouver un mari.** Les femmes mariées victimes de viol risquent d'être abandonnées par leur mari.*»

Source: Secrétariat d'État aux migrations (SEM), La condition des femmes au Sri Lanka, 1 mai 2014, p. 19: www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/lka/LKA-situation-frauen-f.pdf.

Sunday Observer, 20 août 2017:

«*In the Sri Lankan context, the reality is that sex in itself is a taboo subject and **rape within a marriage** is regarded as a domestic or private matter in the legal system. **The victimized woman takes her cue from the legal and social climate and opts to suffer in silence. A variety of reasons prevent such women from addressing this issue - social stigma, fear, shame, community and family disapproval, fear of losing children, negative attitudes and possible harassment at the hands of the police.***» Source: Sunday Observer, Madhubhani Imesha, Marital rape laws & Women's Rights: 'She's my wife' is not a defence!, 20 août 2017: www.sundayobserver.lk/2017/08/20/women/marital-rape-laws-women%E2%80%99s-rights-%E2%80%98she%E2%80%99s-my-wife%E2%80%99-not-defence.

Tambiah, Yasmin, 2004:

«*As elsewhere in South Asia, **Sri Lankan society, across ethnic and class lines, constructs female respectability in terms of pre-marital virginity, marriage, motherhood and sexual chastity** and rarely treats sexuality in an affirmative manner or accords it positive value. **A sexually compromised woman or girl foregoes the chance of marrying.** The sexual ordering of society is oftentimes subverted in conditions of armed conflict, however, where the rule of law is largely suspended. Very young women, for example, including young teenage girls, have been forced into marriage by parents in the belief that marriage will provide protection against increased sexual vulnerability. This is a regression from a situation in which the age of marriage for women was increasing and signals a context of fear that effective familial and community sexual surveillance is less possible, both to discourage sexual activity in girls and*

provide them with protection against male sexual attention.» Source: Tambiah, Yasmin, Sexuality and Women's Rights in Armed Conflict in Sri Lanka, *Reproductive Health Matters*, 12:23, 2004, p. 80: [www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1016/S0968-8080\(04\)23121-4](http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1016/S0968-8080(04)23121-4).